



Le gouvernement de transition tunisien reporte les élections à l'Assemblée Constituante

Par [Kumaran Ira](#)

Mondialisation.ca, 01 juillet 2011

[WSWS.org](#) 1 juillet 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Le 8 juin, le gouvernement intérimaire tunisien a décidé de reporter au 23 octobre les élections à l'Assemblée Constituante. Le report de l'élection, initialement prévue pour le 24 juillet, a été approuvé majoritairement par les partis politiques, après qu'ils aient trouvé un accord avec le gouvernement, la Haute commission pour la réalisation des objectifs de la révolution, et la commission électorale.

L'élection aura pour objectif l'élaboration d'une nouvelle constitution pour le régime tunisien, ébranlé par des luttes révolutionnaires des travailleurs tunisiens après l'auto-immolation de Mohamed Bouazizi en décembre. Ces luttes ont renversé le président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier.

En confirmant le report de l'élection en raison de « difficultés techniques », lors d'une réunion, le premier ministre provisoire Beji Caïd Essebsi a déclaré : « L'important est de pouvoir organiser des élections libres et transparentes pour protéger la réputation de la Tunisie et préserver l'image brillante de sa révolution ».

Le gouvernement provisoire craint toujours la contestation sociale et les mouvements de grève qui menacent les intérêts patronaux. Récemment, le pays a connu plusieurs grèves dont celles de Tunisie Telecom, des transporteurs routiers de marchandises, des douaniers, et de la Société tunisienne du sucre.

« Il est impérieusement nécessaire de rompre définitivement avec toutes les formes de grèves et de protestations en prévision de l'organisation d'élections démocratiques, libres et transparentes, le 23 octobre prochain », a-t-il affirmé. Il a ajouté que « la conjoncture économique et sociale que connaît le pays ne tolère plus de telles perturbations notamment face à la détérioration des principaux secteurs économiques. »

Le contenu du discours d'Essebsi démontre que sa principale crainte est que, par leurs luttes, les travailleurs exposent le caractère frauduleux du prétendu « processus constituant ». Son but est d'attendre et ainsi d'épuiser les luttes ouvrières. Ensuite, il espère donner un maquillage pseudo-démocratique aux restes du régime Ben Ali, tout en continuant de mettre le prolétariat tunisien à la disposition des multinationales.

Les manœuvres anti-ouvrières d'Essebsi ont reçu l'approbation de toutes les forces de l'ancienne « opposition » officielle et pseudo-officielle, avec laquelle le régime négocie le processus constituant.

Ghazi Gheraïri, membre de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, a affirmé : « L'Assemblée Constituante est le meilleur choix démocratique pour élaborer une nouvelle constitution et tracer l'avenir du pays ».

Il a expliqué que la Constituante « aura pour mission d'élaborer une nouvelle Constitution et de remplir le rôle du parlement dans sa fonction législative, notamment débattre du projet de budget de l'Etat pour 2012, promulguer les lois, adopter les conventions internationales et assurer le suivi des engagements internationaux du gouvernement actuel. »

Le report de l'élection a reçu le soutien des partis politiques tels que le Parti démocrate progressiste (PDP), le Mouvement Ettajdid ex-stalinien, et le parti islamiste Ennahda. Ces partis participent dans la Haute commission, qui comprend aussi des organisations patronales UTICA, le syndicat UGTT, et divers groupes associatifs.

Ennahda, qui était auparavant favorable à l'élection au 24 juillet, a déclaré : « nous considérons que la position du gouvernement concernant cette élection est encourageante, et nous y répondrons positivement. »

Le secrétaire général d'Ettajdid, Ahmed Ibrahim, a dit : « L'important est d'organiser des élections transparentes et crédibles. En tant que partis politiques, nous devons nous en tenir à cette date, mettre un terme à toutes les exagérations et accusations et assumer nos propres responsabilités pour le bien de ce pays. »

Les partis petit-bourgeois soutiennent également Essebsi dans ses décisions. C'est le cas du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT). Depuis la chute du régime Ben Ali, le PCOT soutient la politique du gouvernement—collaborant avec le gouvernement provisoire pour empêcher que les revendications ouvrières ne se dirigent vers une lutte ouverte pour le pouvoir contre l'établissement politique officiel.

Le porte-parole du PCOT, Hama Hammami, a affirmé que « nous sommes favorables à cette date parce que nous disposerons de suffisamment de temps pour préparer le matériel nécessaires, et les conditions légales et techniques requises pour l'organisation de ce scrutin. »

Selon l'agence officielle TAP, Hammami « a expliqué que le plus important pour le PCOT n'est pas l'organisation des élections, mais l'instauration de la démocratie dans le pays, sur des bases solides. Il a fait remarquer que ce qui est demandé au gouvernement de transition, aujourd'hui, c'est de garantir toutes les conditions appropriées à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, afin qu'elle puisse exécuter son calendrier relatif à cette échéance politique, et réaliser les réformes politiques urgentes, notamment pour la liberté de la presse, en tant que garantie d'élections libres et crédibles ».

Par ces commentaires, le PCOT donne un alibi politique au gouvernement transitoire produit par l'ancien régime Ben Ali, et à sa défense de la bourgeoisie tunisienne et de ses relations avec l'impérialisme. L'idée avancée par le PCOT, selon laquelle un pareil gouvernement pourra instaurer la démocratie, est entièrement fautive.

Alors que les forces politiques tentent de stabiliser le régime capitaliste, le gouvernement provisoire rassure des hommes d'affaires et des investisseurs des puissances impérialistes qu'ils pourront continuer à exploiter une main d'œuvre tunisienne à bon marché. Après des

tractations avec le Medef, l'organisation patronale française, le mois passé (voir : [Le premier ministre intérimaire tunisien en visite en France avant la tenue du sommet du G8](#)) Essebsi a rencontré ce mois-ci de hauts responsables américains.

Le 9 juin, Essebsi a participé dans un forum organisé à l'initiative de la chambre tuniso-américaine du commerce (TACC). Il y a rendu hommage aux partis politiques et la « société civile » pour avoir trouvé un accord sur le report de l'élection et pour leur solidarité sur les réformes politiques.

Il a ajouté : « La qualité des ressources humaines dont dispose la Tunisie, et la place que la femme tunisienne occupe sur les plans politique et économique, sont les principaux facteurs renforçant les chances de la Tunisie d'assurer la réussite de son processus démocratique. »

Alors que Paris et Washington continuent à bombarder la Libye, voisine de la Tunisie, Essebsi a fait l'éloge de la politique extérieure américaine. Il a déclaré que « l'administration américaine, dont la politique étrangère a radicalement changé, à la lumière des révolutions populaires que connaît la région actuellement, a exprimé sa disposition à soutenir la Tunisie financièrement et à autoriser l'accès de ses produits au marché américain. »

Les Etats Unis cherchent à augmenter leurs investissements en Tunisie. Les sénateurs John Kerry et John McCain, avec le sénateur Joseph Lieberman, préparent une loi pour accorder une aide économique à la Tunisie et à l'Egypte. Cependant, Kerry et McCain ont remis un voyage d'affaires par prévu pour le 24—pendant lequel ils auraient été accompagnés par des cadres de General Electric, Boeing, Coca-Cola, Bechtel, ExxonMobil, Marriot, et Dow—prétendument à cause d'un incident technique avec leur avion.

La source originale de cet article est [WSWS.org](#)
Copyright © [Kumaran Ira](#), [WSWS.org](#), 2011

Articles Par : [Kumaran Ira](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca